

Conseil Délibératif national SNUTER-FSU

30 novembre/1 et 2 décembre 2016

Carcassonne

La Fonction publique et les services publics : la richesse de ceux qui n'en ont pas !

Parce qu'ils sont un élément structurant de la société, nous sommes convaincus du rôle essentiel que jouent aujourd'hui la fonction publique, les services publics et les agents qui y travaillent. Constitutif de notre modèle social, cet ensemble constitue un outil indispensable pour répondre sur tout le territoire aux besoins fondamentaux de la population et de tous les usagers. Il permet aussi de répondre aux évolutions et mutations de la société et participe ainsi à la préparation de son avenir. De grands défis sont devant nous qu'ils soient économiques, sociaux, culturels ou écologiques.

Nous avons déjà démontré que le rôle de l'État, des collectivités locales et des services publics est déterminant pour sortir de la crise et pour construire une société plus juste et plus solidaire. Pourtant, dans la Fonction publique, la politique d'austérité poursuivie par le gouvernement, se caractérise par une réduction drastique des moyens alloués aux services qui sont dès lors en difficulté pour satisfaire les besoins des usagers. En décidant, par exemple, de la baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement, le gouvernement impose aux Collectivités Locales une « RGPP à la sauce territoriale ». Cette volonté acharnée de réduire les déficits publics quels qu'en soient les coûts sociaux, s'illustre par une approche purement budgétaire et comptable sans tenir compte des besoins exprimés par la population et plonge ainsi des collectivités locales dans de grandes difficultés financières. Celles-ci n'ont alors d'autre choix que d'augmenter la pression fiscale sur les ménages ou réduire les moyens dont elles disposent : parfois même les deux. Dans ce contexte de « cure budgétaire » il n'est pas rare de voir les personnels servir de variable d'ajustement : ce sont de véritables plans sociaux qui s'annoncent dans la FPT et une remise en cause des droits acquis comme le laissent à penser les préconisations du « rapport Laurent » sur le temps de travail par exemple, ou encore à longueur de rapports de la Cour des Comptes.

Un autre exemple est la réforme territoriale. Le besoin de créer des solidarités nouvelles entre les territoires, de définir un maillage permettant à la fois le développement des services publics et une certaine proximité, mais aussi résistant à la concurrence et aux clientélismes, aurait dû être l'axe fort d'une telle réforme : c'est une nouvelle occasion manquée. Alors que le besoin de nouvelles solidarités entre territoires et citoyens nécessitait des mesures pour réduire les inégalités territoriales, les incessants changements de pied du gouvernement ont rendu totalement illisible une « réforme » qui n'a accouché que d'un nouveau couplet « faire moins et moins cher ».

Aujourd'hui la fonction publique, les services publics et les agents sont l'objet d'attaques démagogiques incessantes. Pas un jour sans que des responsables politiques en quête d'électeurs-trices demandent par exemple la suppression de 500 000 emplois de fonctionnaires. Le lendemain c'est le retour aux 39h et le jour suivant la fin du statut général pour la FPT.

A un moment où les crises, les doutes et les replis menacent l'organisation sociale, la Fonction publique est une composante structurante de la vie dans une société moderne car elle est la seule à pouvoir garantir certaines protections, une égalité d'accès aux droits et aux services sur tout le territoire. Elle est ainsi un élément essentiel de la cohésion sociale. C'est pourquoi nous nous devons de la défendre. L'histoire de la Fonction publique, son expérience et expertise construite au fil des ans sont une force pour lui permettre de réaliser les évolutions nécessaires et de jouer tout rôle dans les années à venir.

La Fonction publique doit rester un atout essentiel pour le pays et assurer le « vivre ensemble ».

Motion adoptée à l'unanimité